



**Déclaration liminaire**  
**CAPA de la Hors Classe des PLP**  
**Du vendredi 5 juin 2020**

**Syndicat national de l'enseignement public**  
**Académie de Nice**

Monsieur Le Recteur, Mesdames, Messieurs,

Le lundi 11 mai, annoncé comme le jour de la réouverture des écoles, est en même temps celui de la levée progressive du confinement sur l'ensemble du territoire et suscite à ce titre autant d'espoir que de crainte.

C'est que l'école est, avec les transports en commun sans doute, le lieu qui présente le plus grand risque de contamination. Nous le savons depuis toujours, le milieu scolaire est un bouillon de culture pour virus et bactéries en tout genre, et il serait temps que le ministère de l'éducation nationale se dote d'une politique sanitaire à la hauteur de ce risque avéré, que l'actuelle épidémie ne fait que rendre plus évident.

Le 2 juin marque la réouverture de tous les établissements et **Action & Démocratie** demande solennellement que le sujet de la politique sanitaire devienne une priorité permanente pour les semaines et mois à venir, mais sans doute aussi pour les années suivantes tant le chantier est vaste.

Il concerne d'ailleurs aussi bien la santé des élèves que celle des personnels, dont les intérêts réels sont comme toujours strictement communs.

Songons par exemple à l'état déplorable dans lequel se trouvent les sanitaires d'un très grand nombre d'établissements, dépourvus non seulement de savon et de papier mais aussi et surtout de moyens efficaces pour se sécher les mains convenablement, ce qui pour cette raison rendait déjà vains, dès le début du mois de mars, les appels répétés à observer une stricte hygiène des mains alors présentée comme le principal « geste barrière ».

Enfin, il y a un volet de cette politique sanitaire que nous appelons de nos vœux qui concerne aussi plus spécifiquement les personnels. Nous songons bien entendu d'abord à l'état, déplorable là encore, dans lequel se trouve la médecine de prévention ainsi qu'aux diverses formes de souffrance au travail qui résultent de l'application de réformes ineptes et destructrices du métier.

Ainsi que l'a rappelé la loi de "refondation de l'école" de 2013, la santé scolaire est « un élément essentiel de la réussite scolaire et de la réduction des inégalités en matière de santé ». La Cour des comptes, dans un rapport d'avril 2020 propose, par exemple, de créer un service de santé scolaire dans chaque rectorat, de revaloriser les médecins scolaires, de revoir le partage des tâches entre médecins et infirmiers, ou encore une meilleure collaboration avec les institutions.

Peut-on espérer le suivi d'une telle recommandation dans notre académie ?

Et que dire de la lourdeur du protocole sanitaire retraçant toutes les procédures à mettre en place (60 pages !), mais négligeant l'aspect de l'accompagnement psychologique des élèves à la charge des enseignants, du personnel soignant, des CPE.

Pour cette mise en place complexe arrivant après des semaines d'engagement des équipes de direction et des agents territoriaux qui ont œuvré sans compter leur temps, nous tenons à les remercier.

Cependant nous notons un protocole inégalement appliqué selon les établissements.

Que penser d'une direction qui minimise les risques et affirme que cette pandémie est une maladie surestimée et que les jeunes ne sont pas contaminants, et ainsi ne respecte pas totalement la distanciation physique ?

Après une situation anxiogène, une incompréhension : pourquoi un tel cloisonnement entre l'enseignement général et l'enseignement professionnel ?

Outre le décrochage scolaire des élèves (confirmé par les enseignants) l'explication du ministre semble être que les élèves sont habituellement en stage à cette période de juin.

Doit-on rappeler au MEN que les enseignants de l'enseignement général sont également impliqués dans le suivi et l'évaluation des élèves en PFMP ? Est-ce qu'un élève de LP est considéré uniquement comme un ouvrier à qualifier et sans cerveau ? C'est bien par l'intermédiaire du langage qu'on apprend à penser, à former un jugement, à discerner, même à comprendre les sciences sinon on aurait affaire à de simples exécutants et non à des élèves instruits. Le meilleur service à leur rendre n'est-il pas de leur apprendre à maîtriser leur langue ? Penser librement implique de maîtriser la langue.

On détruit tout ce qui est structurant, la diminution de la dotation des moyens horaires de ces disciplines en est la preuve au profit de lourdeurs mal acceptées et mal intégrées des réformes, telles que le chef d'œuvre et de la mise en avant de l'apprentissage.

Que dire de la continuité pédagogique avant, pendant et après ?

Contrairement aux annonces du gouvernement, rien n'était prêt pour le travail à distance.

L'administration de l'Éducation nationale n'était pas en phase avec la réalité du terrain, alors que tous les personnels ont fait des efforts considérables pour une mise en place dans l'urgence. Outre l'utilisation du matériel personnel (ordinateur, téléphone, connexion internet), la table de cuisine ou de salle à manger en guise de bureau...les personnels ont été confrontés à des serveurs saturés, des classes virtuelles ouvertes 10 jours après (et souvent instables), à l'utilisation de plateformes et réseaux sociaux (afin de pouvoir garder le contact avec les élèves) et des logiciels à usage privé sur leur ordinateur plus ou moins sécurisé....

Les enseignants ont dû concevoir des cours sans moyens techniques, ni les outils pédagogiques pour la mise en place de l'enseignement à distance.

Nous tenons cependant à remercier pour leur efficacité les services informatiques, les Dane, le Réseau Canopé qui a organisé des formations de qualité et des webinaires courts, clairs et très documentés ainsi que le suivi. D'ailleurs les listes d'attentes sont la preuve de leur succès et de la forte demande.

Il est urgent pour l'Éducation nationale de renforcer les moyens techniques d'un enseignement numérique : l'équipement informatique de tous les enseignants, serveurs dédiés en capacité de traiter le nombre de connexions, vpn (pour que la connexion soit privée) et cloud français (RGPD), applications complètes gratuites dans le cadre de l'enseignement (ex : Pégase gratuit jusqu'au 4 juillet, bookcréator, Genialy). Nous espérons que les formations (sous le format 30 minutes à 1h) continueront à la rentrée.

La réouverture, loin de libérer les esprits reste anxiogène car nous venons seulement de prendre connaissance des modalités d'organisation d'évaluation du bac hier soir.

Entre présentiel, télétravail, ou les 2, le respect du protocole sanitaire, il ne faudrait pas oublier le stress des élèves et de leurs familles et celle également des équipes pédagogiques pour une note hybride à rendre dans 10 jours !

A l'étude du document de l'avancement à la Hors Classe, **Action et Démocratie** apprécie le fait que tous les 11<sup>èmes</sup> échelons soient proposés.

Une analyse plus approfondie montre cependant quelques disparités :

- Au niveau de la parité : Alors que le corps des PLP est plutôt équilibré entre les hommes et les femmes, les promouvables au nombre de 399 se répartissent entre 191 femmes et 208 hommes.

Les 68 promouvables se répartissent entre 40 hommes soit 58,8 % et 28 femmes, 41,2 %. L'écart s'aggrave au niveau de l'avancement de la carrière des femmes.

- Au niveau de l'âge : Le plus âgé a 64 ans et le plus jeune, 42 ans : l'amplitude des 22 ans reste toujours aussi importante pour les proposés et elle est encore plus criante pour l'ensemble des promouvables (66 ans et 36 ans) soit 30 ans d'écart.

- Au niveau des disciplines : On constate une répartition plus harmonieuse entre les différentes disciplines sauf en biotechnologie.

On déplore tout de même à barème égal, ancienneté dans le corps et ancienneté dans l'échelon égales, que soit pris en compte l'ordre alphabétique comme critère discriminant sans tenir compte de l'avancement antérieur par la note pédagogique, ni l'âge.

Nous réitérons que l'avancement se fait sur toute une carrière et non sur le « mérite » des dernières années.

Pour tous les efforts d'implication et d'investissement, on nous fait miroiter « une récompense », une augmentation qui avait été envisagée avant le confinement, qui était à l'origine un rattrapage dans le cadre du PPCR et dont on n'en entend plus parler, ce qui continue d'alimenter un sentiment d'injustice et de non reconnaissance de notre métier.

Enfin, pour envisager un été et une rentrée plus sereins, il est à espérer une meilleure communication en amont.

Où en est le dispositif « 2S2C » (Sport, Santé, Culture, Civisme) dans notre académie ? Combien de conventions signées avec les communes ? Avec quel personnel ? Où en est-on avec la préconisation de l'ouverture des lycées professionnels tout cet été ?

Pour pouvoir se projeter, quelles sont les pistes de réflexion ? Est-il envisagé des commissions pour préparer la rentrée et communiquer avec les personnels pour une rentrée plus apaisée ou une rentrée différente ?

**Action et Démocratie** rend hommage aux personnels du rectorat de la SPEEO (Service des Personnels Enseignants, d'Education et d'Orientation) pour leur grande disponibilité malgré les difficultés de cette période liées au confinement.

Les commissaires paritaires d'**Action et Démocratie CFE CGC**